

1989-2014 FIN DE L'HISTOIRE 2/2

# La fin de la fin

Raymond Klein

**La fin de l'histoire, un conte de fées ? Oui, mais à l'envers. Tous devaient vivre heureux en 1989, mais dès 2003 il devint évident que ça allait mal finir. A réécrire.**

En 1989, avec la chute du communisme en Europe de l'Est, il était devenu évident que la fin de l'histoire était arrivée. C'était du moins la thèse avancée par le philosophe Francis Fukuyama dans l'article « The End of History ? », paru il y a 25 ans. S'agissait-il de glorifier la victoire du capitalisme sur le communisme, comme le lui reprochaient - et lui reprochent encore - les critiques de gauche ? Non, à l'époque Fukuyama mettait l'accent sur le dépassement des différences, aboutissant à l'adoption universelle des principes libéraux politiques aussi bien qu'économiques (voir la première partie de cet article, woxx 1299). Si l'auteur suggérait que l'humanité quitte le navire nommé « Histoire », c'était parce que devant elle se présentait un nouveau continent où elle pourrait se consacrer au perfectionnement de la démocratie libérale et de l'égalitarisme - principes que Fukuyama pensait trouver de manière exemplaire au sein de la société étasunienne. L'idée de la fin de l'histoire, dérivée des écrits de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, avait de quoi séduire, car elle promettait au genre humain civilisation, paix et justice.

Pour ce qui est des enjeux de justice sociale, la gauche « modérée »,

déjà en train de s'accommoder des contraintes du système capitaliste, reprit avec enthousiasme le mot d'ordre de la « fin des idéologies ». Mais la gauche « de gauche », c'est-à-dire sérieuse quant à ses intentions, arrivait difficilement à croire qu'une justice sociale digne de ce nom s'établirait toute seule, sans confrontation avec le système. Quant à la paix, Fukuyama lui-même s'était montré circonspect. Des expériences comme les guerres civiles yougoslaves et les attentats du 11 Septembre confirmèrent que la paix universelle serait au mieux l'aboutissement d'un long cheminement.

## Bagdad terminus

Restait la civilisation, au sens du règne incontesté des droits humains et de la démocratie, une idée qui arrivait à séduire un large éventail de la mouvance progressiste. Pour beaucoup, c'était la lutte de la civilisation contre la barbarie qui s'incarnait dans les interventions occidentales contre les talibans en 2001, puis contre le régime de Saddam Hussein en 2003 : mettre fin aux abus à travers une sorte d'opération de police supranationale, puis reconstruire une société libérale grâce au nation-building sous la houlette de l'ONU. Les Etats-Unis avaient décidé d'envahir l'Irak malgré l'opposition internationale, et ils semblaient avoir eu raison. Il n'y avait eu ni embourbement dans la guerre (pas encore), ni déstabilisation du Moyen-

Orient (la bombe à retardement islamiste venait juste d'être amorcée). Au printemps de cette année-là, on pouvait encore rêver.

Quatre mois après la diffusion en direct du renversement de la statue géante de Saddam Hussein, une bombe éclata au quartier général de l'ONU à Bagdad. Cet attentat, qui coûta entre autres la vie à Sergio di Mello, un des plus brillants diplomates internationaux, représenta une sorte de retour de flamme pour le soutien précipité de l'ONU à l'occupation américaine et rappela au monde que la vraie guerre d'Irak ne faisait que commencer. Fin 2003, il y eut les premières révélations sur ce qui se passait dans la prison d'Abou Ghraib, remise en service par les Américains dans leur lutte contre les insurgés irakiens. Ce fut un choc pour les Etats-Unis et pour tous ceux qui estimaient que tout n'était pas mauvais dans le nouvel interventionnisme : les GI, ceux-là même qui étaient censés se battre pour les principes libéraux et les droits fondamentaux, perpétraient les pires horreurs.

Au fil des ans, on découvrit les viols, les tortures, les meurtres - des « bavures » -, puis les crimes de guerre commis lors des opérations militaires - « dommages collatéraux » -, puis la collaboration des services secrets occidentaux avec leurs pairs dans les pires dictatures - « nécessité pratique ». Il devenait de plus en plus difficile de suivre le raisonne-

ment de nos dirigeants, qui faisaient une distinction entre leur propre barbarie - au service de la civilisation - et celle de nos adversaires - au service de la barbarie elle-même (voir édito dans le woxx 1127). L'idée que la « fin de l'histoire » et le triomphe du libéralisme signifiaient le respect universel de la liberté individuelle et de la dignité humaine avait pris un coup fatal.

Entretemps, le rejet du libéralisme économique avait gagné en puissance. En France, le mensuel « Le Monde diplomatique » avait dénoncé dès le milieu des années 1995 la « pensée unique » - le fait que le libéralisme soit imposé comme une idée sans alternatives. En 1998, suite à un éditorial du « Diplo », fut fondée Attac, ONG qui allait marquer la mouvance appelée par la suite « altermondialiste ». Sur le plan mondial, ce sont plutôt les manifestations de 1999 à Seattle lors du sommet de l'OMC qui sont considérées comme l'acte fondateur d'un large front contestataire.

Selon Fukuyama, suite à la fin de l'histoire, l'humanité pourrait se consacrer uniquement à l'optimisation des activités économiques. Or le grain de sable altermondialiste allait de plus en plus gêner la mécanique libérale : dès 1998, les critiques avaient eu raison du projet d'un accord multilatéral sur les investissements, sorte de précurseur du TTIP. En 2005, ce fut au tour de la construction européenne, projet ayant fini par

Le tournant : l'occupation américaine de l'Irak tourne au cauchemar.



privilégier la libéralisation des marchés aux dépens de la convergence sociale et politique, de prendre un coup : l'adoption d'une constitution européenne, qui aurait sanctionné cette orientation, fut bloquée par des référendums en France et aux Pays-Bas. Décidément, la société civile acceptait de moins en moins l'idée de la fin de l'histoire.

### Mirages du printemps

Francis Fukuyama avait senti le vent tourner. Dans une interview en 2008, il se démarqua de la mouvance néo-conservatrice entourant le président Bush fils. Il regretta notamment la manière dont les idéaux libéraux avait été instrumentalisés dans la « War on Terror » : « Maintenant le monde entier associe l'idée même de démocratie avec l'administration Bush, et Vladimir Poutine peut affirmer 'La démocratie ne m'intéresse pas'. »

Mais Fukuyama avait non seulement mal choisi ses champions, il avait aussi sous-estimé le potentiel de résistance au libéralisme. Sur l'islamisme, il avait écrit en 1989 qu'il était « difficile de croire que le mouvement gagne une signification universelle ». Accordant plus de crédit à l'idée d'une résurgence du chauvinisme russe, Fukuyama estimait pourtant que les nationalismes en général n'avaient pas de programme socio-économique précis et étaient donc

compatibles avec l'hégémonie du libéralisme. Clairement, il n'avait pas tenu compte du phénomène de rejet populaire de la mondialisation, fournissant un terreau pour toutes sortes de mouvements identitaires.

Paradoxalement, un mouvement populaire comme le Printemps arabe de 2011 ne demandait qu'à embrasser la mondialisation et à reprendre à son compte les principes libéraux politiques. Parallèlement, aux Etats-Unis, Barack Obama, élu président en 2008, incarnait l'espoir d'un apaisement des conflits entre races et classes, et fut même gratifié d'un prix Nobel de la paix. Aujourd'hui, cette dernière bouffée d'espoir de voir se dérouler les événements selon le scénario de la fin de l'histoire - harmonie libérale universelle - s'est transformée en ultime désillusion. En Libye, où l'Occident est intervenu, les islamistes ont le vent en poupe, tandis que, en Egypte, ils ont été contenus par un régime qui est l'antithèse du libéralisme et de la civilisation. Enfin, en Syrie, où on a choisi de ne pas intervenir, la descente aux enfers s'est accélérée du fait de l'Etat islamique venu d'Irak, fruit de l'occupation brutale américaine et des actions stériles de la communauté internationale. Le bilan des 25 dernières années, sur le plan des valeurs du libéralisme politique, est catastrophique.

Du côté du libéralisme économique, entre ceux qui défendaient le capitalisme de marché comme un nec

plus ultra et ceux qui le dénonçaient comme incapable de tenir la promesse d'une plus grande justice sociale, la discussion restait théorique d'une certaine manière... jusqu'à la crise de 2008. Depuis, il est devenu évident pour tout observateur de bonne foi que la voie des réformes néolibérales a été un cul-de-sac. La crise des subprime a confirmé que remplacer le « deficit spending » keynésien par l'endettement privé ne fait que déplacer le problème. La réaction en chaîne des dettes pourries a montré que la fameuse « efficience » du marché financier n'était qu'un paravent théorique derrière lequel proliféraient la prédation économique et l'arnaque financière. Et comment a-t-on pu croire que des rendements à deux chiffres, fierté des traders à succès, pouvaient s'installer dans la durée quand la croissance de l'économie réelle peinait à atteindre quatre pour cent ?

### Cherche classe moyenne désespérément

Pour beaucoup, la théorie économique dominante apparaissait comme un édifice de mensonges au service du « un pour cent », comme le formulaient les militants de la nouvelle initiative « Occupy Wall Street ! ». En 2011, des économistes dissidents célèbres comme Paul Krugman ont même participé au mouvement, tandis que leurs homo-

logues français lançaient un « Manifeste d'économistes atterrés ». Deux ans plus tard, avec la publication du « Capital au 21e siècle », Thomas Piketty allait définitivement battre en brèche le mythe d'un libéralisme au service de la justice sociale. L'auteur, aux positions politiques assez modérées, établit que la redistribution des richesses se faisait « naturellement » du bas vers le haut et qu'il fallait un interventionnisme conséquent pour renverser cette tendance.

Cela mettait en question un des arguments les plus subtils avancés par Francis Fukuyama en 1989 : « La spectaculaire abondance produite par des économies libérales avancées et la différenciation de la culture de consommation qu'elles rendent possible semblent à la fois promouvoir et protéger le libéralisme dans la sphère politique. » L'auteur ne s'y est pas trompé - en 2012, il a publié un article intitulé « The Future of History », consacré au problème que pose le déclin de la classe moyenne.

L'idée que l'émergence d'une classe moyenne permettrait de pacifier les conflits politiques n'est pas nouvelle. Aristote l'a développée dans sa « Politique », et Jacques Rancière l'a reprise dans son texte « La fin de la politique ». L'établissement d'un « juste milieu » permettrait enfin à la rationalité de triompher sur les conflits d'intérêts, au point que « la perfection de la politique tend vers son autosuppression ». Et, comme



Karl Marx entre Loreley et Mainzelmännchen. Avec la fin de l'histoire, le prophète du communisme est réassigné au patrimoine local, comme sur ce char à thème pour le 60e anniversaire du land de Rhénanie-Palatinat.

Fukuyama, Rancière décelait en 1989 le complément de cette utopie politique : au sein de la « société plurielle », l'accès aux biens de consommation et la liberté de poursuivre son petit bonheur formeraient « un individu épris d'égalité et tolérant à l'égard des différences ». Tout en regrettant que l'« oubli de Marx » risque de rompre une pacification politique bien réelle - celle de l'affrontement entre idéologie communiste et capitaliste, qui « se sont trouvées nouées l'une à l'autre », « donnant chacune à l'autre sa culture, chacune formatrice et civilisatrice de l'autre ».

En 1989, l'idée d'« histoire » au sens de transformation des sociétés pouvait paraître dépassée - après tout, qui était encore prêt à se mobiliser contre le capitalisme ? Plus personne à bord, on pouvait donc abandonner le navire et s'installer sur le continent nouveau. Or, la crise économique et systémique enclenchée depuis 2008 a conduit des millions de gens à crier dans la rue leurs doutes et leur dégoût du système. La cale du navire nommé « Histoire » s'est repeuplée, l'humanité est bien obligée de le remettre à flot.

Mais la société civile n'est pas seule à finir par rejeter la « fin de l'histoire ». Alors que Fukuyama avait prédit une évolution de la politique internationale vers une sorte de Communauté économique européenne à l'échelle mondiale, les bases communes d'une telle convergence se sont effondrées. Le prestige de l'Organisation des Nations unies a été ébranlé par les cavaliers seuls occidentaux au Kosovo, puis en Irak. Or, cette hégémonie occidentale est fragile - en passant du G7 au G20 comme instance informelle de gou-

vernance mondiale, on a reconnu être passé dans un monde multipolaire. Un monde confus aussi, car la reconnaissance unilatérale du Kosovo en 2008 a mis fin au tabou de l'inviolabilité des frontières - procédure que la Russie a appliquée à son tour en Géorgie, puis en Ukraine.

### Retour des cauchemars

Confusion aussi du côté des valeurs : c'est la Russie de Poutine qui protège le donneur d'alerte Edward Snowden, grâce à qui nous sommes au courant des méthodes tout sauf libérales des services secrets américains. Et aux sondages russes montrant le soutien populaire aux positions antilibérales de Poutine répondent des sondages américains montrant le soutien populaire au recours à la torture.

Pendant ce temps-là, la Chine « communiste » a rejoint l'OMC en 2001, puis est devenue la seconde puissance économique du monde. Et, contrairement aux prévisions de Fukuyama (avant la répression de Tiananmen), il n'y a pas eu « une pression de plus en plus forte en faveur de changements dans le système politique aussi ». Depuis plusieurs décennies, les gouvernements chinois pratiquent à la fois le libéralisme économique et le despotisme politique. Et une partie des intellectuels chinois s'attachent à théoriser la différence culturelle avec l'Occident, élaborant un modèle de prospérité alternatif et - face à la crise - supérieur au modèle démocratique. Cette réflexion met-elle en question l'universalisme contenu dans la thèse de Fukuyama ? En tout cas, l'éclatement des discours sur les valeurs complique toute tentative, de

gauche ou de droite, d'unifier l'humanité. Et facilite les argumentations des va-t-en-guerre, perspective inquiétante quand on prend en compte les conflits territoriaux en Asie de l'Est.

La grille de lecture « End of History » semble avoir failli, reste celle du « Clash of Civilizations ». Elle a été instrumentalisée pour mener la « War on Terror » et, plus généralement - de ce côté-ci de l'Atlantique également - afin d'élaborer un nouvel épouvantail pour succéder au communisme : l'islam. Et alors que 1989 - fin de la guerre froide - annonçait une période de paix, 25 ans plus tard, de nouvelles grandes guerres se profilent à l'horizon. Il est fort possible que les décennies à venir voient la formation de nouveaux blocs économique-stratégiques, comme dans la période d'avant 1914... les armes nucléaires en plus.

Ce n'est pas le seul cauchemar que nous réserve l'enlisement du rêve libéral. La négation du conflit capitalisme-communisme qui structurait l'espace politique a ouvert la porte à d'autres discours structurants, rassemblant sur base de la haine. C'était en tout cas l'analyse de Jacques Rancière dès 1989, quand il nommait « trouble-fin » ceux qui, l'année précédente, avaient voté pour Jean-Marie Le Pen et pour « la France aux Français ». Le constat généralisé de la fin des idéologies surannées, écrivait le philosophe, ne voit pas « le triomphe de la modernité sans préjugés, mais le retour du plus archaïque, de ce qui précède tout jugement, la haine nue de l'autre ». Et de souligner que le véritable désordre de la politique n'est pas constitué par l'affrontement d'idées, fussent-elles présentées comme inconciliables - cet affrontement supposé expirer avec la « fin de l'histoire ». Le plus dangereux des désordres n'est pas la turbulence ou la désunion, mais justement « le rassemblement haineux autour de la passion de l'Un qui exclut ».

### L'effet Dorian Gray

Dans son souci de réhabiliter la confrontation radicale des idées, Rancière ne ménage pourtant pas sa propre famille politique, le communisme. Il explique que Marx a pensé la classe ouvrière comme l'acteur devant réaliser la société sans classes et a créé la figure du parti prolétaire, qui s'est « révélée historiquement comme la plus redoutable des figures de l'Un asservissant ». Une façon un peu courte de rappeler que l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est en 1989 n'a été que l'acte final d'une immense tragédie (woxx 1292). A la suite de la fondation de l'Union soviétique et du Komintern,

l'idée généreuse de construction du socialisme a été asservie à une logique de maintien du pouvoir et vidée progressivement de sa substance. Un échec qui doit être médité par l'ensemble de la gauche radicale - ce que de nombreux cadres et militants ont compris.

Il n'en est pas de même du côté de la gauche modérée quand il s'agit de méditer l'échec de 25 ans de libéralisme. Les discours des politiciens sociaux-démocrates et verts, indignés verbalement, mais pusillanimes dans leurs actes, ne sont pas si différents de ceux des banquiers, qui ont retrouvé leur arrogance et attribuent la crise aux déficits budgétaires et au train de vie des travailleurs. Surtout, ne pas changer un système avec lequel on gagne ! On a l'impression d'assister à une immense autosuggestion dans laquelle le libéralisme des années 1980 reste éternellement jeune et beau - un peu comme le personnage de roman Dorian Gray qui, malgré ses vices et ses méfaits, conservait une apparence angélique. Seul le portrait qu'il cachait dans une arrière-chambre montrait le visage hideux de l'homme qu'il était devenu...

Démasker l'imposture, la combattre avec intelligence, éviter de finir par lui ressembler - voilà un programme qui pourrait bien occuper les 25 années à venir. La fin de l'histoire n'est pas pour demain.

The End of History ?, Francis Fukuyama, « The National Interest », Summer 1989 (en ligne : [www.wesjones.com/eoh.htm](http://www.wesjones.com/eoh.htm))

La fin de la politique, Jacques Rancière, dans : « Aux bords du politique », Gallimard 2004